

Mariage homosexuel, l'adoption, la gestation pour autrui : Projet de loi révolutionnaire relancés pour les LGBTIQ+ Cubains

28 octobre 2021 Source: [miamiherald.com](https://www.miamiherald.com)

Le gouvernement cubain a publié le projet d'un nouveau code de la famille cette semaine qui permettrait le mariage homosexuel, l'adoption par les couples homosexuels et reconnaît la maternité de substitution, mais la route est longue, parce que le cadre juridique doit être approuvé lors d'un référendum et les groupes religieux sont susceptibles de s'y opposer.



Yamil Lage / AFP / AFP / TNS acteurs du projet "Las Hermanas Algo", Yasmany Colina et Alfredo de Armas posent portant des robes de mariée, les costumes de leur dernier sketch sur l'égalité du mariage à La Havane, le 10 mai 2021.

La proposition définit le mariage comme « une union volontaire entre deux personnes » au lieu d'une femme et un homme, comme la loi actuelle de 1975 dit. Le changement de ces quelques mots a suscité un grand débat dans le pays en 2018, lorsque les autorités retirées langue similaire du projet d'une nouvelle constitution par la suite des critiques de l'Eglise catholique et d'autres groupes religieux.

« La proposition est beaucoup plus que ce que nous attendions et va au-delà de reconnaître le mariage des couples de même sexe », a déclaré Maykel Vivero, un activiste et fondateur du LGBTIQ + le magazine Tremenda Nota. « Il y a beaucoup d'options pour les familles, et certaines sont franchement révolutionnaires, surprenant. De nombreux pays ne disposent pas de ces problèmes résolus ».

Le libellé de la proposition reconnaît la maternité de substitution pour les couples qui luttent avec les problèmes de fertilité ou les couples de même sexe, mais dit que personne ne peut payer pour la gestation pour autrui. La proposition comprend également des dispositions pour permettre à un enfant d'un couple de même sexe d'avoir légalement deux mères ou deux pères. Il serait même de permettre à un enfant d'avoir plus de deux parents dans les cas où la mère porteuse ou le parent biologique revendiqueraient le droit, ou lorsqu'un partenaire décide d'adopter légalement un beau-fils.

« Les familles sont beaucoup plus diversifiée que ce que la loi (actuelle) a reconnu », a déclaré Vivero. « Si tout va bien, le code sera approuvé sans anicroche, mais il a beaucoup d'ennemis » parmi les groupes conservateurs et à l'intérieur du gouvernement, a-t-il ajouté.

« Nous savons que l'histoire homophobe et transphobe de la révolution cubaine », a-t-il dit.

Pour Cuba, la loi est loin de l'époque où Fidel Castro a appelé les homosexuels « elvispreslianos » (disciples d'Elvis Presley) et les a envoyés dans des camps de travail forcé connu sous le nom UMAPs dans les années 1960. LGBTIQ + militants sont prudemment optimistes mais craignent que le projet pourrait susciter une réaction des groupes religieux, qui a mobilisé en 2018 pour opposer la clause du mariage gay dans la nouvelle constitution. Le gouvernement cubain a cédé à la pression et reformulé l'article controversé de dire que la question serait résolue dans un nouveau Code de la famille qui devrait être approuvé lors d'un référendum national.

A l'époque, ce fut une grande déception pour les gays et les lesbiennes Cubains et la majorité de la population qui soutiennent de donner aux couples de même sexe les mêmes droits dont les couples hétérosexuels jouissent, selon une enquête menée par le bureau du gouvernement des statistiques nationales en 2016.

Sur l'émission de télévision « la Mesa Redonda » (« la Table ronde »), le ministre de la Justice Oscar Manuel Silvera Martínez a déclaré mercredi que la commission chargée de la rédaction de la loi considérerait les commentaires du public avant d'envoyer une version finale à l'Assemblée nationale en décembre. Après approbation par l'Assemblée, le projet de loi doit être ratifiée par la population lors d'un référendum. Cette nouvelle procédure n'a pas été utilisée pour approuver toute autre loi, à l'exception de la Constitution 2018.

La proposition « paradigmes de pulvérisation », a déclaré Leonardo Pérez Gallardo, professeur de droit à l'Université de La Havane qui est membre de la commission. « Elle embrasse, reconnaît et protège les familles quelle que soit leur forme d'organisation, et leur donne donc l'égalité de traitement. »

La Commission est composée des membres de l'Assemblée nationale, les institutions étatiques et les organisations politiques, mais n'a pas de représentants LGBTIQ + groupes.

Au cours du débat 2018, les observateurs ont averti que le gouvernement utilisait les droits des gays pour améliorer son image internationale et dévient d'autres réformes. Le nouveau projet de Code de la famille a été publié au milieu de vives critiques du dossier des droits de l'homme du gouvernement, après que les autorités annulèrent les manifestations en juillet avec violence et interdirent la critique dans les médias sociaux.

Mais Vivero estime que la législation offre une occasion unique pour corriger certaines des erreurs commises contre les gays et lesbiennes Cubains, qui pendant des décennies ont été perçus avec suspicion, sinon comme des ennemis de la révolution pure et simple.

« Il est un acte de réparation, de la justice », a-t-il dit. « Il ouvre beaucoup de possibilités pour les familles cubaines, les familles qui ont été effacées, qui n'ont jamais été incluses dans le projet national. Maintenant, elles pourraient l'être, ce qui est énorme ».